

## éditorial

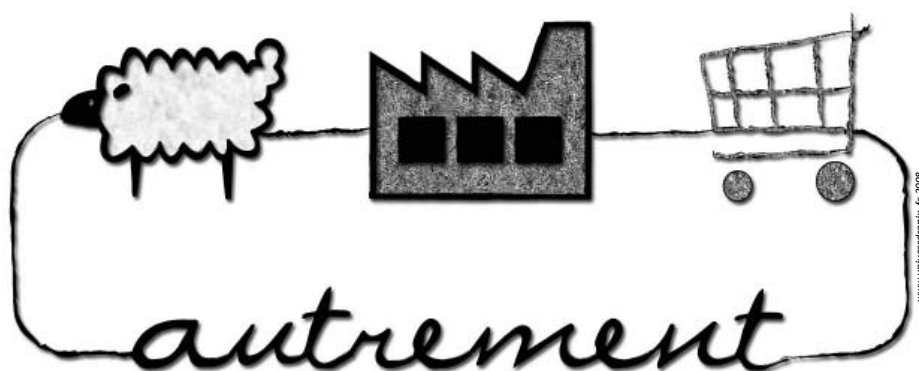
Volatilité des prix agricoles sur les marchés mondiaux, émeutes de la faim, colère des producteurs de lait français face à la grande distribution, persistance de la faim dans le monde, interrogations sur les agrocarburants et les OGM, crise de la vache folle... autant de signes traduisant la crise du système agricole mondial actuel.

En cause, essentiellement, un modèle productiviste né en Europe occidentale après 1945 dans un contexte de production insuffisante et de dépendance à l'égard des importations. Largement diffusé dans les années 1960-1970 jusque dans les pays du Sud avec la Révolution verte, ce mode de production montre, à partir des années 1990 surtout, ses limites tant économiques, sociales qu'environnementales. Il faut donc chercher à produire, transformer, vendre et consommer autrement.

Au Nord, les problèmes se posent surtout en termes de prix, de qualité gustative des aliments, de traçabilité, de faible nocivité pour la santé. Au Sud, il s'agit d'abord d'offrir la quantité suffisante de nourriture pour vivre décemment. Relever ce défi ne repose pas, les émeutes de faim l'ont montré, sur une croissance d'importations, par ailleurs destructrices de l'agriculture locale. Concevoir un autre système passe par une agriculture familiale, tournée vers les besoins des consommateurs urbains. Privilégier cette orientation, au Nord comme au Sud, concerne, outre l'agriculture au sens strict, d'autres activités allant des services à l'agriculture de proximité, à la transformation, au conditionnement, à la conservation des denrées alimentaires, et à l'artisanat. Un véritable projet multifonctionnel d'intégration territoriale dans une logique de développement durable en découle.

Des initiatives se multiplient, tant au Nord qu'au Sud, pour relever ces défis, les articles qui suivent le montrent. Mais elles n'ont de chances de se pérenniser et de croître que si une solidarité internationale se noue face à des multinationales agro-alimentaires qui dominent les marchés mondiaux. Nos choix politiques au Nord comme au Sud seront déterminants pour l'avenir de tous.

> Jean-Michel Henriët, administrateur de Centraider et membre de Peuples Solidaires 41



## DOSSIER

# PRODUIRE ET CONSOMMER AUTREMENT

## SOMMAIRE

ACTUALITÉS .....	2
DOSSIER	
Produire et consommer autrement : d'une vision locale aux réalités globales .....	3
Partenariat entre Peuples Solidaires 41 et l'AAJAC COLUFIFA au Sénégal .....	3
Auroville : utopie ou ville du futur ? .....	4
InPACT 37 : Campagne pour une agriculture locale durable .....	5
Idély Na - Mali : Entre dunes et falaises .....	5
CRE-SOL - Centre réseau économie solidaire .....	6
ZOOM SUR... L'association Gevalor .....	7
VIE DES COMMISSIONS .....	8

# ACTUALITÉ

## RENDEZ-VOUS



Atteindre un développement touristique durable, plus respectueux de la nature, des hommes et du patrimoine, nécessite un débat constant et la coopération de tous les acteurs impliqués. Dans cet esprit, les Deuxièmes Rencontres du Tourisme responsable, organisées par Centraider et la Ville de Tours, avec le soutien de la Région Centre, vous invitent à une journée de réflexion et d'échanges précédée par des visites de projets touristiques innovants.

La journée du 3 octobre réunira, dans l'amphithéâtre Thélème de la Faculté des Tanneurs à Tours, plusieurs acteurs du tourisme responsable qui partageront leur point de vue sur l'avenir du tourisme. Dans le but de discuter des stratégies alternatives de gestion touristique, deux tables rondes offriront des témoignages de professionnels de différentes régions de France, qui exposeront leur réponse à la crise économique, environnementale et sociale.

Le colloque sera précédé par la **Caravane solidaire Centre Loire 2009**. Manifestation inédite dans la région, elle réunira un groupe de professionnels du tourisme d'horizons variés. Les participants seront accueillis le soir du 30 septembre à Orléans et partiront le lendemain pour deux jours de visites de terrain en région Centre. Dans une ambiance conviviale et propice aux échanges professionnels, ils découvriront des projets innovants en matière de tourisme responsable et seront incités à partager leurs propres expériences.

Véritable séminaire itinérant, la **Caravane** a pour objectif d'allier la pratique à la théorie, d'illustrer avec des exemples réels

les démarches réussites et innovantes, ainsi que les principaux obstacles affrontés par les acteurs locaux. Le parcours se terminera à l'Hôtel de ville de Tours, vendredi 2 octobre, par un cocktail suivi d'un repas africain préparé par la commission tourisme équitable et solidaire de Centraider.

**Cette soirée est ouverte au public. Inscription auprès de Centraider (moyennant une participation de 10 € pour le repas).**

> Renseignements et inscription sur le site Internet [www.centraider.org](http://www.centraider.org) ou au 02 54 80 23 09

## SEMAINE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



### Du 14 au 22 novembre

Événement national, La Semaine est l'occasion de découvrir différentes formes d'engagement citoyen en faveur du développement et de la solidarité internationale. C'est aussi un moment privilégié pour mettre en lumière vos actions quotidiennes, pour en parler, les présenter au grand public, pour sensibiliser les plus sceptiques.

Afin de mieux vous connaître et mieux communiquer auprès des grands médias et du public, Centraider vous propose d'annoncer votre animation sur les blogs régionaux ([www.centraider.eu](http://www.centraider.eu)) et nationaux ([www.lasemaine.org](http://www.lasemaine.org)) prévus à cet effet en nous faisant simplement parvenir votre programme.

## MOIS DE L'ESS



### Sociale et solidaire, l'économie qui sait où elle va ?

Les acteurs de l'Économie sociale et solidaire démontrent tous les jours qu'une autre

forme d'économie est possible... le Mois de l'économie sociale et solidaire permet de le faire savoir !

Depuis l'année dernière, Centraider entretient des liens étroits avec l'équipe régionale du Mois de l'ESS, car ces deux événements sont complémentaires sur le fond. En effet, nous ne pouvions nous engager dans la solidarité internationale en ignorant tout des initiatives solidaires ici.

Aussi, n'hésitez pas à vous rapprocher, chez vous, des organisateurs d'animations pendant le Mois de l'ESS, à les inviter à vos animations, à les rencontrer... à échanger simplement.

> Toutes les informations sur le site du Mois de l'ESS [www.lemois-ess.org](http://www.lemois-ess.org)

## VIE DU RÉSEAU

### centraider.eu



Centraider s'est récemment doté d'un nouvel outil informatique : une plate-forme de blogs thématiques. À partir de maintenant, chacune des commissions possède son blog sur [www.centraider.eu](http://www.centraider.eu). Corentin Poirier, stagiaire pendant deux mois à Centraider, a travaillé à rendre fonctionnel et participatif ce nouvel outil. À vocation participative, ce site Internet doit permettre le débat entre les différents acteurs de la solidarité internationale en région Centre.

### Une organisation thématique :

- dans la rubrique « **Zoom sur...** », découvrez des mises en lumière régulières sur des projets réalisés par nos partenaires. N'hésitez pas à y réagir en laissant vos commentaires.

- la rubrique « **Informez-vous !** » vous propose des liens utiles vers des articles de fond ou d'actualité vous permettant de mieux apprécier le contexte local spécifique à vos différents pays d'intervention.

- retrouvez enfin, dans la rubrique « **Vie de la commission** » toute l'actualité de votre groupe de travail préféré.

Alors ayez le réflexe ! Toute l'actualité de la solidarité internationale en Région Centre est sur [www.centraider.eu](http://www.centraider.eu) !

> Pour en savoir plus sur la vie des commissions de Centraider, rendez-vous en dernière page de ce journal.

## D'UNE VISION GLOBALE AUX RÉALITÉS LOCALES

Faire évoluer nos modes de production et de consommation constituera, dans un proche avenir, l'un des objectifs prioritaires de la sauvegarde de l'environnement et de la promotion d'une agriculture durable. Réfléchir à ces évolutions nécessite non seulement une analyse globale, mais aussi une approche multiscalaire au Nord comme au Sud, de l'ensemble des acteurs du développement, à toutes les échelles de décision, une réflexion à différentes échelles, du niveau global aux réalités locales.

La thématique en elle-même - *produire et consommer autrement*, peut être perçue comme un projet généraliste si on s'en réfère au manque de caractérisation du contexte des discours qui s'y intéressent et au déficit des échelles géographiques dans ces derniers.

Une réflexion sur cette vision implique, au Nord comme au Sud, le monde rural, les paysanneries, la production agricole, les technologies de production, les circuits de distribution et les comportements des consommateurs dans leurs diversités et leurs caractéristiques propres.

Du global au local en passant par le régional, on ne saurait produire et consommer autrement, sans tenir compte des disparités qui caractérisent les chiffres, les données, les stéréotypes médiatiques, les milieux géographiques et les territoires. Il en est de même pour les systèmes de production, les circuits de distribution et la qualité de cette production.

En somme, ces éléments ne peuvent pas être considérés indépendamment des niveaux de perception ou des échelles géographiques appropriées, à l'instar d'un territoire ou d'une collectivité territoriale. Ainsi, penser la transformation des formes de production et de consommation nécessite une structuration et un encadrement au niveau local, gage d'une généralisation au niveau global et d'échanges constructifs, dans le cadre d'une coopération décentralisée, entre le Nord et le Sud par exemple.

> Gervais Wafo Tabopda, chercheur associé à l'US 140 Espace de l'IRD d'Orléans

## PARTENARIAT ENTRE PEUPLES SOLIDAIRES LOIR-ET-CHER ET L'AAJAC COLUFIFA<sup>1</sup> AU SÉNÉGAL

### Un marché en Casamance

Ce projet a été élaboré par un jeune Africain, Ali Mansaré, qui, après des études supérieures à Toulouse, a décidé, en 2006, de rentrer au pays pour continuer l'action de développement local engagée par son père depuis de nombreuses années au sein de l'AAJAC COLUFIFA. L'objectif était de créer un marché pour une dizaine de villages (30 000 personnes) en un lieu précis (à aménager), permettant d'échanger fruits et légumes des jardins maraîchers (à redynamiser), viande vendue (dans une boucherie à construire) et conservée grâce à un congélateur (à mettre en place), poisson frais venant des pêcheurs de la côte et acheminé via un contrat passé avec un transporteur frigorifique de la région.

De retour dans son pays, Ali s'est entouré d'une équipe animatrice locale dynamique et a créé l'Association pour le Marché, présidée actuellement par une femme. L'association a réussi à obtenir le soutien et la participation des communautés locales concernées. L'équipe animatrice fut surprise de la mobilisation obtenue, principalement auprès des femmes. C'était la première fois que 10 villages se réunissaient et se concertaient pour élaborer quelque chose en commun. Près de 500 personnes se sont relayées pour aménager un terrain de 3000 m<sup>2</sup> : défrichage, nettoyage, mise en parcelles, installation de 84 paillotes avec tables en bambou. Autant de personnes ont également aménagé le terrain restant pour construire un hangar en dur permettant de continuer la vente en saison des pluies. Tout le travail de maçonnerie concernant le local boucherie, l'abattoir, le hangar et les boutiques a été pris en charge par des artisans locaux.

Ce projet s'est effectué en étroite partenariat avec l'association Peuples Solidaires de Loir-et-Cher. Ali est venu plusieurs fois à Blois lorsqu'il était encore en France pour construire et présenter le projet. Peuples Solidaires 41 a participé financièrement à l'action menée grâce à des subventions

obtenues auprès de la municipalité de Blois et de la Région Centre. Deux personnes de l'association se sont rendues en février 2008 en Casamance pour évaluer l'état d'avancement du projet de marché intervillageois.



Marché intervillageois

Ils ont pu constater que la « greffe » était en train de prendre : depuis août 2008 le marché fonctionne tous les jours pour les habitants du principal village - Faoune - et chaque vendredi, un grand marché regroupe les habitants des 10 villages, offrant, outre les produits alimentaires issus des jardins maraîchers, la boucherie, le poisson frais, des étals de vêtements et des produits de l'artisanat local. Les cultures maraîchères connaissent un regain d'intérêt auprès des femmes, qui continuent à vendre fruits et légumes pendant la saison sèche.

Ce projet présente un grand intérêt à plus d'un titre. Il émane de la base, hommes et femmes, qui, démocratiquement, discutent des modalités de fonctionnement du marché. Il représente un véritable partenariat Nord-Sud, rigoureux mais très ouvert de part et d'autre. Il rentre enfin dans une politique d'aménagement intégré au niveau local, améliorant la production et la consommation de produits vivriers. Même si des problèmes sont encore à résoudre, il reste, en ce sens, exemplaire.

> Peuples Solidaires - 41, Maison des associations - 17, rue Roland-Garros, 41000 Blois - Tél. : 02 54 43 25 26 / [peuples.solidaires41@wanadoo.fr](mailto:peuples.solidaires41@wanadoo.fr)

Note

<sup>1</sup> AAJAC-COLUFIFA : Association Africaine de Jeunesse Agricole et Culturelle  
Comité de LUTte pour la FIn de la FAim

## ■ AUROVILLE : UTOPIE OU VILLE DU FUTUR ?

Mon premier séjour à Auroville date de février 1978. Située à 10 km de Pondichéry, dans l'État du Tamil Nadu, en Inde du Sud, la ville fêtait ses 10 ans d'existence. Je me souviens encore de mon étonnement. Tout était si étrange...



Vue aérienne d'Auroville

### Le concept

Auroville est fondée sur un rêve qui dit en substance : il devrait y avoir quelque part sur terre un lieu dont aucune nation n'aurait le droit de dire « il est à moi », un lieu de paix, de concorde, d'harmonie, un lieu où les besoins de l'esprit primerait sur la satisfaction des désirs et des passions.

Ce rêve s'est réalisé en février 1968, en présence de son initiatrice, compagne française du grand philosophe bengali Sri Aurobindo, du président de la République indienne et des représentants de 124 nations. Mais ce qui m'a vraiment semblé étrange ce sont les gens que j'ai rencontrés, essentiellement des Français, des Indiens et de très jeunes Tibétains. Venus s'installer sur ce plateau brûlant de latérite rouge, dont toute trace de végétation avait disparu depuis des lustres, ils vivaient dans des huttes construites avec des feuilles de palmiers ou dans des « capsules » perchées dans les arbres.

À part les huttes construites pour se loger, les Auroviliens avaient commencé la construction d'un monument : le Matrimandir. Pensé par un architecte français, Roger Anger, il marquait le centre d'une ville prévue pour accueillir 50 000 habitants. Conçu pour être habillé de marbre blanc et d'or fin, le Matrimandir n'était pour l'heure qu'une énorme carcasse de béton, construite à l'indienne, sans grue ni bétonnière, à l'aide d'échafaudages en bambou.(...)

Ma vie de nomade ayant connu une longue interruption, je ne suis retournée à Auroville qu'en avril 2005. Que de changements ! Le plateau dénudé était devenu une forêt tropicale, de nombreuses routes en terre la sillonnaient. Et le Matrimandir ? Quelle surprise ! Il était terminé.(...) Lieux

dédiés au silence et à la concentration, il n'appartient à aucune religion.

### Auroville : la citée

Quarante ans après son inauguration, la ville compte 2 200 résidents d'une quarantaine de nationalités différentes, dont 40 % d'Indiens et 30 % de Français. Leur moyenne d'âge est de 35 ans.

Essentiellement rurale, la ville se compose d'une centaine de petites communautés éparpillées sur 20 km<sup>2</sup> et installées dans 4 zones : internationale, culturelle, industrielle et résidentielle. Les différentes communautés sont espacées de 5 à 6 km.

### Le statut d'Auroville

C'est l'Inde qui a permis et permet à Auroville d'exister. Les étrangers bénéficient d'un visa d'un an renouvelable et du statut d'Auroviliens. Auroville a reçu l'approbation unanime de l'UNESCO en 1966, 1968, 1970 et 1983.

Une loi de 1988, donne à Auroville une liberté d'action privilégiée. Le Parlement indien a voté l'Auroville Foundation Act qui confère à la cité son statut légal. L'Auroville Foundation, est dotée d'un Conseil directeur (Governing Board), d'un président et d'un Conseil consultatif international.

### De quoi vit-on à Auroville ?

Depuis sa fondation, des organisations gouvernementales et non gouvernementales indiennes et étrangères ont financé plusieurs programmes de développement. Les Auroviliens eux-mêmes ont fourni, et continuent de fournir, la contribution la plus importante au développement du projet.(...)

Le but des Auroviliens est de créer une économie fondée sur des échanges de services. Cela fonctionne déjà pour la gratuité des soins, de l'éducation, des produits vestimentaires et de la nourriture de base.

### L'écologie

Le programme de reboisement a commencé dans les années 1970. Des puits fonctionnant avec des éoliennes ont été creusés, des centaines de km de talus et de fossés ont été construits pour contenir les eaux pluviales et contrôler les excès de la mousson. Le compost a été récupéré dans les villages avoisinant afin de régénérer les terres. À ce jour, plus de deux millions d'arbres forestiers et fruitiers ont été plantés. Ces dernières années, les forestiers d'Auro-

ville, forts de leur expérience, ont activement contribué à de nombreux travaux de reboisement partout en Inde.

Pour lutter contre l'emploi massif des pesticides dans les villages indiens, l'*Auroville Food Cooperative* encourage les paysans à pratiquer l'agriculture biologique. Au sein d'Auroville, une douzaine de fermes pratiquent avec succès l'agriculture biologique, l'agriculture biodynamique et la permaculture.

C'est dans le Centre de recherche scientifique (CSR) que des techniques innovantes ont vu le jour. Le Centre est reconnu à Delhi, par le ministère de l'Énergie non conventionnelle. Ainsi, sur près de 700 habitations que compte Auroville, environ 200 produisent leur électricité avec des panneaux photovoltaïques. Une quarantaine d'éoliennes et 200 pompes solaires approvisionnent les maisons en eau. L'eau chaude est produite par des chauffe-eau solaires et de nombreuses maisons possèdent une cuisinière également solaire.

La cuisine communautaire utilise pour la cuisson, de la vapeur produite par le plus grand concentrateur solaire de l'Inde, d'une circonférence de 15 mètres.

Issues d'une technologie très innovante, 25 cuves de récupération produisent du méthane à usage domestique.

Les équipes du CSR, s'intéressent également au recyclage et à la purification de l'eau. Ils ont mis au point la Fontaine Mélusine, qui utilise plusieurs technologies innovantes pour obtenir une eau entièrement purifiée et dynamisée. Cette eau est distribuée gratuitement dans tout Auroville.

Pour la construction des maisons, les architectes utilisent des briques de terre compressée. Enfin, depuis plus de 20 ans les chercheurs s'intéressent aux véhicules hybrides et électriques...

Témoin involontaire du développement de cette citée, j'aurais encore mille choses à dire sur le fonctionnement d'Auroville, ses habitants, son devenir. Auroville est-elle une utopie ? Pour répondre à cette question, il suffit de lire, d'écouter, de voir ce qui se passe autour de nous pour se rendre compte que cette ville depuis sa fondation a été le laboratoire du XXI<sup>e</sup> siècle et qu'elle est bien la ville du futur.

> Catherine Callier, administratrice de Centraider, membre de Rencontres himalayennes

La version intégrale de cet article est consultable sur le site Internet de Centraider : [http://www.centraider.org/pdf/C-Callier\\_Auroville-utopie-ou-ville-du-futur.pdf](http://www.centraider.org/pdf/C-Callier_Auroville-utopie-ou-ville-du-futur.pdf)

### Quelques sites Internet pour en savoir plus :

[www.auroville.org](http://www.auroville.org) ; [www.aquadyn.fr](http://www.aquadyn.fr) (fontaine Mélusine) ; [www.rama.1901.org/ev/permaculture.htm](http://www.rama.1901.org/ev/permaculture.htm) (sur la permaculture) ; [www.farmcentre.com](http://www.farmcentre.com) (cuve à méthane)...

## INPACT 37

### Campagne pour une agriculture locale durable



Production et alimentation responsables, sécurité sanitaire et environnementale, activité économique et

cohésion sociale, développement et aménagement équilibré du territoire constituent autant de questions globales majeures dont on entend de plus en plus parler dans nos sociétés occidentales, mais qui ont également un écho bien au-delà de nos frontières, notamment dans les pays du « Sud ».

Parmi les activités structurantes pour nos territoires qui font écho sous d'autres latitudes, le développement d'une agriculture durable valorisant avant tout les ressources locales et répondant en priorité aux besoins de proximité constituent une alternative indispensable au modèle dominant d'agriculture chimique exportatrice. Cela permet non seulement de redonner une capacité d'initiative aux citoyens et aux élus locaux en les rendant acteurs de leur propre développement mais également de ne plus produire en excès des produits standards qui font supporter au pays du « Sud » la concurrence déloyale de notre modèle de production intensif. « L'exigence de promouvoir une agriculture de qualité sur nos terroirs et le droit des pays du Sud à recouvrer leur souveraineté alimentaire sont les deux facettes d'une seule et même démarche : celle du développement durable dans l'agriculture »<sup>1</sup>.

Fort de ce constat, le GABBTO, l'ADEAR 37 et Alter'énergies ont décidé de mutualiser leurs efforts pour mener ensemble un projet de développement agricole et rural innovant et durable au niveau du département d'Indre-et-Loire. Pour cela, ils ont créé l'association InPACT 37 (Initiatives pour une Agriculture Citoyenne et Territoriale en Touraine) afin de développer une agriculture de qualité et de proximité en Touraine en mettant en œuvre un projet concerté de territoire entre les agriculteurs, les élus et les citoyens. La priorité est de maintenir des zones à vocation agricole sur l'ensemble du département (notamment sur le territoire péri-urbain de l'agglomération tourangelle) et d'accompagner les jeunes porteurs de projet dans leur démarche d'installation agri-rurale.

Une quinzaine de structures (associations de consommateurs, associations environnementalistes, de solidarité locale, etc.)

ont déjà rejoint le réseau de partenaires d'InPACT 37 et soutiennent ainsi le projet global et la mise en œuvre des différentes actions. Ces associations ont participé à l'élaboration de deux outils de communication<sup>2</sup> pour le lancement d'une campagne de sensibilisation et de mobilisation citoyenne intitulée « Pour une agriculture et une alimentation biologiques et locales en Touraine ».

> Contact : InPACT 37, Mathieu Lersteau, 06 87 98 50 02, [inpact37@gmail.com](mailto:inpact37@gmail.com)

#### Notes

<sup>1</sup> Marc Dufumier, extrait du document d'information à destination des collectivités territoriales élaboré par Alter'énergies et le réseau de partenaires d'InPACT 37.

<sup>2</sup> Un dépliant de 6 pages de sensibilisation et de mobilisation à destination des citoyens et une brochure de 16 pages d'information à destination des collectivités territoriales sont disponibles auprès d'InPACT 37.



Idiély Na-Mali - Potager dans le désert - décembre 2008

## ASSOCIATION IDIÉLY NA - MALI

### Entre dune et falaise

Idiély Na est un village de 1 200 habitants, situé au pied de la falaise de Bandiagara entre Nombori et Komokani. Voyages, rencontres, échanges nous ont menés à Idiély Na, village du pays Dogon. Nous y avons rencontré notre premier interlocuteur, Ambara Kodio, directeur de l'école. Parmi les demandes du village, une apparaît prioritaire : nourrir, le midi, les 212 enfants inscrits à l'école. L'enjeu est double : améliorer un état nutritionnel précaire et encourager la fréquentation régulière de l'école.

L'association Idiély Na - Mali a été créée en mai 2008 à l'issue de ces échanges pour contribuer au développement local du village Dogon d'Idiély Na et de ses environs. Le village s'est doté d'une association locale de développement, qui regroupe membres de l'école, habitants, parents d'élèves ; cette association est notre interlocuteur pour le projet. Notre partenariat avec le village s'organise autour de 3 axes principaux :

- nourrir les enfants inscrits à l'école,

- améliorer la vie à l'école,
- soutenir le groupement des femmes.

La mise en place d'un jardin potager villageois est l'une des actions permettant de répondre au premier besoin. Il s'agit de pérenniser une activité maraîchère qui constitue un apport alimentaire ou financier (par vente des légumes) pour la cantine scolaire. Nos recherches et contacts auprès d'autres associations travaillant, en particulier, sur les questions de la suffisance alimentaire, nous ont conduits vers l'entreprise JTS à Saint Sylvain-d'Anjou (49). JTS a développé depuis plusieurs années une technique de culture en milieu sahélien : le Jardin Tropical Amélioré. Le JTA est préconisé par plusieurs ONG qui ont réfléchi aux possibilités et aux difficultés de cultures au Sahel. Cette méthode de maraîchage adaptée aux sols peu fertiles permet d'atteindre des rendements satisfaisants grâce à un système de plates-bandes dit « en pot de fleur », de produits de rétention d'eau, de voiles de jardin, d'arrosage en goutte-à-goutte, de rotation des cultures.

L'agriculture à Idiély Na, comme dans la plupart des villages Dogon, est basée sur deux productions essentielles : le mil en saison des pluies, les oignons en



saison sèche. La situation géographique d'Idiély Na et des villages alentours est particulière : ces villages sont au pied de la falaise, derrière la roche, et font face à une dune, devant le sable qui gagne du terrain. Idiély Na bénéficie d'une résurgence d'eau qui irrigue les jardins mais dispose de peu de terres cultivables.

Le projet, discuté au village, est prévu en plusieurs étapes :

#### 1- Jardin scolaire expérimental :

Il s'agit d'expérimenter des savoir-faire et les techniques JTA. Le jardin scolaire est un « modèle réduit » : quatre plates-bandes de 13,50 X 1,40 m permettent à tous une appropriation. S'il produit bien, nous proposons à l'association du village de passer à la vitesse supérieure et de mettre en place un potager villageois.

#### 2 - Potager villageois :

Lorsque l'expérimentation du jardin scolaire permet de faire un premier bilan, le jardin villageois peut commencer avec 20 plates-bandes : première tranche dans la mise en place progressive d'un maraîchage culture de légumes.

#### 3- Extension du jardin villageois :

Extension progressive pour une exploitation d'un hectare : de 20 à 160 plates-bandes. L'extension est prévue par tranches de 20 planches. Au delà de 40 plates-bandes, la culture imposera une ressource en eau suffisante, un système de stockage et de pompage adapté à la surface de culture.

#### Réalisations à Idiély Na

**Juillet 2008** : Nous sommes retournés au village pour mettre en place un jardin scolaire expérimental et la plantation d'arbres fruitiers et de moringa. Le chef du village a donné le terrain 1 500 m<sup>2</sup> à l'école (un puits à proximité). Le chef du village, des villageois, le directeur de l'école, un des instituteurs et deux membres d'Idiély Na Mali ont effectué la clôture du terrain, la préparation des 4 plates-bandes, l'enrichissement du sol, la plantation des arbres fruitiers et le semis de moringa.

Notre association finance le matériel et son acheminement : infrastructures pour le terrain (clôture), matériel pour les plates-bandes (bâches, voiles de protection, engrais, rétenteur d'eau, terreau), semences et arbres, outillage pour la réalisation et la culture, barrique, pompe à pied et goutte à goutte.

**Décembre 2008** : Le bilan sur place lors de notre voyage de décembre est globalement positif : la production de légumes est satisfaisante sur les 4 plates-bandes : salades, aubergines, choux, tomates, piments. Le moringa et les petits arbres fruitiers sont

en pleine croissance. Cependant, l'économie en eau n'est pas encore optimale : le puits fournissant actuellement largement pour la surface cultivée, les techniques d'utilisation des voiles de culture et du goutte à goutte ne sont pas totalement investies. Dix plates-bandes sont installées en notre présence en janvier 2009, 10 plates-bandes restent à installer par les villageois après notre départ.

Nous avons mené les discussions avec l'association du village sur la suite du projet. Les questions concernent :

- la gestion du jardin villageois (organisation du travail des jardiniers, rémunération...),
- le terrain disponible et son approvisionnement en eau : une réserve d'eau et un système de pompage solaire sont envisagés. Le terrain choisi est près du puits et du jardin expérimental,
- le rythme de culture (toute l'année pour le potager) et l'organisation habituelle des activités agricoles familiales sur 2 saisons.

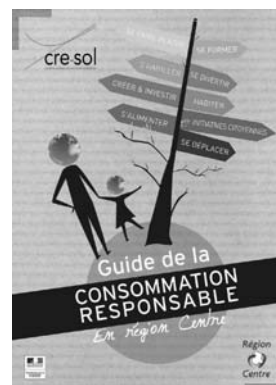
Pour en savoir plus Sur le projet d'Idiély Na-Mali, consulter le site Internet :

<http://association.idielyna.fr/>

Sur JTS : <http://lejardintropicalameliore.solidairesdumonde.org/>

Sur le moringa : <http://www.moringanews.org/documents/Compofeuilles.pdf>

## CRE-SOL - CENTRE RÉSEAU ÉCONOMIE SOLIDAIRE



### Consommation responsable, un enjeu planétaire

On ne peut s'interroger sur la consommation sans aborder la notion de répartition des richesses au sein des pays riches, et avec les pays pauvres.

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, les pauvretés économiques, sociales, environnementales et culturelles s'accroissent. Les inégalités n'ont jamais été aussi grandes dans et entre les pays. Ainsi, les 200 personnes les plus riches de la planète possèdent l'équivalent de ce dont disposent 41 % de la population mondiale soit 2,46 milliards de personnes.

#### CRE-SOL

12 rue Louis-Mirault - 37000 Tours

Tél. : 02 47 39 22 23

Courriel : cre-sol@wanadoo.fr

Site Internet : [www.cresol.fr](http://www.cresol.fr)

Le guide (132 pages, 4 €) est disponible sur demande auprès de CRE-SOL et dans différents points de vente en région Centre (liste disponible sur le site [www.cresol.fr](http://www.cresol.fr)).

Comment, par nos choix de consommation, pouvons-nous faire basculer la politique économique mondiale et intégrer des critères, souvent relayés au second plan, environnementaux et sociaux ? Comment permettre la souveraineté alimentaire de tous ? Comment lutter contre la hausse des prix des matières premières et éviter la disparition totale de ressources naturelles ?

À notre niveau, nous pouvons agir par un engagement citoyen et par une consommation responsable. Et ce, en posant une exigence de qualité globale, incluant les critères sociaux et environnementaux, et non uniquement sanitaires, afin de contribuer à la modification des modes de production, de commercialisation et de consommation pour le bien être de tous et de la planète.

### Une consommation responsable vraiment solidaire ?

Lorsque l'on parle de consommation responsable et de solidarité, on pense immédiatement au *commerce équitable*. Ce mode d'échange favorise l'accès à des produits éthiques, qui permettent une rémunération décente des producteurs, prend en compte les enjeux environnementaux liés à la production et donne accès ici à une alimentation de qualité. À condition d'envisager son acte d'achat à une échelle plus large : quel réseau soutenir, grande distribution ou associations citoyennes (Artisans du Monde<sup>1</sup>, Minga<sup>2</sup>) ?

Cette question évoque aussi le *tourisme solidaire*. Il permet un développement durable des pays du Sud en s'appuyant sur les ressources locales et offre un cadre de séjour inégalable pour les touristes. De même, les opérateurs sont de plus en plus nombreux sur le marché. Afin de rester fidèle à l'idée de départ, l'ATES<sup>3</sup> (Association pour le tourisme équitable et solidaire) a été créée. Elle regroupe des organismes de voyages, sélectionnés sur la base d'une grille de critères éthiques rigoureux, qui travaillent dans une même démarche de tourisme équitable et solidaire. Ils veillent à mettre en place une activité touristique qui aide au développement local des ré-

(Suite de l'article page 7)

gions d'accueil, dans le cadre d'un partenariat équilibré avec les populations locales.

En fait, pour ce type de consommation, il convient de garder à l'esprit les composantes essentielles de la consommation responsable : paiement au prix juste de produits respectueux de l'environnement, préférence pour les acteurs locaux, respect des saisons... Autant d'éléments qui ont amené l'association CRE-SOL à mettre au point un guide pratique à l'attention des habitants de la région Centre.

## Le guide de la consommation responsable en région Centre

Élaboré avec un comité de pilotage regroupant AMAP<sup>4</sup> Terre en vie, Zeco des Acacias, ARDEAR<sup>5</sup>, Artisanat Sel, BioCentre, URHAJ<sup>6</sup>, Artisans du monde, UNAT<sup>7</sup>, ce guide va plus loin que la simple notion de consommation. C'est pourquoi il est découpé en trois catégories :

*La consommation au quotidien* demande peu d'implication du citoyen. C'est un geste qu'il peut faire plus ou moins ponctuellement en réalisant des achats courants pour l'alimentation ou l'habillement...

*La consommation durable* est la deuxième catégorie. Cette consommation implique un choix plus profond du citoyen. L'engagement se fait sur un terme plus long avec une réelle prise de conscience autour du choix. Cela fait référence aux modes de déplacements, aux loisirs, aux vacances solidaires, au mode d'isolation ou de chauffage de l'habitat, aux placements financiers ou à la façon d'entreprendre...

La rubrique *initiatives citoyennes* est le dernier point du guide. Dans ce chapitre sont présentés des organismes gérés par des citoyens actifs bénévoles ou salariés qui ont intégré la notion d'utilité sociale dans leur démarche. L'engagement dans des associations de solidarité internationale en fait partie. On ne parle plus de *consommateurs* mais de *militants*. Les initiatives présentées montrent qu'autre chose est possible. Nous ne sommes pas que des porte-monnaie mais des acteurs en capacité de transformer la société en *faisant ensemble*.

### Notes

1 [www.artisansdumonde.org](http://www.artisansdumonde.org)

2 [www.minga.net](http://www.minga.net)

3 [www.tourismesolidaire.org](http://www.tourismesolidaire.org)

4 AMAP : Association pour le maintien d'une agriculture paysanne

5 ARDEAR : Association régionale pour le développement de l'emploi agricole et rural

6 URHAJ : Union régionale pour l'habitat des jeunes

7 UNAT : Union nationale des associations de tourisme



La création d'activités économiques durables à partir du recyclage d'ordures ménagères (OM) dans les pays en développement (PED), sur des bases scientifiques et pragmatiques, est l'objectif principal de Gevalor, association créée en 2004 à Olivet.

Si les populations du Sud ont le droit de bénéficier d'un service durable de gestion des ordures ménagères préservant leur santé et leur qualité de vie, du fait des différences considérables de niveau de vie et de développement économique, les approches du Nord ne sont pas transposables au Sud.

Les ordures des PED sont en général très riches en matières organiques (70 à 80 % contre 30 % dans les pays du Nord), et le compostage de ces fractions présente un grand intérêt, le compost pouvant compléter voire remplacer avantageusement, compte tenu de ses propriétés (restructuration des sols, maintien de l'humidité, lutte contre l'érosion), les fertilisants chimiques, souvent inaccessibles financièrement.

Le principal projet est mené à Mahajanga, ville malgache de 250 000 habitants, par une association locale, Tananamadio, à laquelle Gevalor apporte un appui à la fois technique, financier et organisationnel pour démarrer sa production et atteindre un équilibre technique et financier

Actuellement la Municipalité collecte un tiers des OM générées par la ville, et Tananamadio en traite la moitié pour faire 1 500 tonnes de compost par an (objectif visé à terme : plus de 4 500 tonnes). De multiples bénéfices découlent d'une telle valorisation :

- Création d'emplois directs (traitement des OM) et indirects (en agriculture),
- Incitation à collecter une plus grande quantité d'OM (notamment dans les quartiers les plus défavorisés),
- Amélioration de la qualité de la vie (salubrité accrue),
- Réduction de production de gaz à effet de serre (GES) : suppression des émissions de méthane produites par fermentation des matières organiques.

Assurer l'indispensable durabilité de la démarche conduit à prendre en compte la

globalité du problème, dans le contexte local (salaire mensuel moyen de quelques dizaines d'euros par mois, prix internationaux des produits importés, comme le pétrole).

La démarche se fait donc en étroite concertation avec la Municipalité (collecte et transport des OM), l'association Enda OI (pré-collecte), des agronomes (démonstration de l'intérêt du compost issu d'OM, produit nouveau localement, et développement du marché correspondant), et l'Université de Mahajanga.

Les recettes supportant les charges de la fabrication de compost proviennent de la vente du compost, et des économies de GES valorisées dans le cadre du protocole de Kyoto (gain évalué à 150 000 tonnes de CO<sub>2eq</sub> en cours de validation par Bureau Veritas). Actuellement, les ressources de la Municipalité ne lui permettent pas de rémunérer les activités de service public assurées par Tananamadio. Des recettes complémentaires sont recherchées par le recyclage d'autres déchets (cornes de zébu broyées valorisées en engrais azoté naturel, plastiques dont la valorisation en matériau de construction est à l'étude).

Le projet a pu être mené grâce à des aides du Conseil général du Loiret et du Conseil régional du Centre, de l'Association internationale des maires francophones, du Fonds français pour l'environnement mondial, de la Fondation Good Planet, de l'Ambassade de France et des membres de Gevalor.

Il bénéficie aussi d'appuis scientifiques et techniques d'organismes tels l'INRA, le CIRAD, l'IRD et l'ADEME.

Des discussions sont en cours pour développer des projets similaires dans d'autres municipalités des PED.

> Pour en savoir plus sur l'association Gevalor, rendez-vous sur leur site Internet : [www.gevalor.com](http://www.gevalor.com)



Tamissage du compost

## COMMISSION SANTÉ

### Réunion du 13 mai à Tours

Créée au sein de la commission Afrique en décembre 2008, la commission Santé a pour objectif de faciliter les échanges et la mutualisation des pratiques entre acteurs impliqués dans des projets ou actions en rapport avec la santé (plus de 150 acteurs recensés en Région). Elle est animée par Hélène Mignot, vice-présidente de Centraider et de l'ASEB (Aide à la Santé des Enfants Burkinabé), et membre de l'association des Amis de Dreux Koudougou.

Pour cette première rencontre d'une demi-journée, une quinzaine de participants étaient présents, pour échanger autour de la question de la préparation au voyage et des précautions sanitaires indispensables à tout déplacement en Afrique. Les exposés de Thiedel Camara, président de l'association Dunia et membre de l'association Migrations et Santé, puis de d'Hélène Mignot et de Jean-Claude Borderon ont permis d'aborder les questions pratiques liées non seulement à la préparation d'un voyage en Afrique, mais également en rapport avec les activités quotidiennes des associations.

La discussion engagée à la suite de ces interventions, a permis de préciser certains points très « pratiques » (vaccins, médicaments, assurances, tenue vestimentaires, précautions alimentaires, etc.) L'échange entre les participants a également soulevé des questions de fond :

- Comment préciser les formes et les modalités des interventions des associations françaises là-bas ?
- Quelles sont les conséquences possibles (souvent ignorées au départ) de notre intervention sur la santé des populations, sur l'organisation des systèmes de soins locaux, etc. ?
- Comment écouter et interpréter les demandes des populations locales pour répondre à des besoins réels ?
- Quelles actions développer en matière d'éducation à la santé ?

Les participants ont également pu réfléchir aux thématiques à aborder lors des réunions futures de la commission : L'approche anthropologique permet de prendre en compte les aspects sociaux, culturels qui influent beaucoup sur les comportements en matière sanitaire. Le thème de la médecine traditionnelle locale (tradi-praticiens) sera ainsi abordé lors d'une réunion future. Le sujet des grandes pandémies (traitements et politiques) sera également à explorer...

> Contact : Elodie Baritoux au 02 47 34 99 47

## COMMISSION MOPTI

### Réunion du 3 juin 2009

Les régions du Centre et de Mopti sont liées par un accord de coopération décentralisée portant sur la valorisation du patrimoine et le développement de l'écotourisme. Cet accord a permis d'intensifier les partenariats entre structures des deux régions.

La commission Mopti vise à réunir les porteurs de projets de la région Centre afin de créer un espace d'échanges, de concertation et de mutualisation des pratiques. Il s'agit de mettre en mouvement la société civile impliquée dans une action publique.

Réunie à Orléans le 3 juin 2009, cette commission avait pour but de favoriser le dialogue entre porteurs de projets. Objectif dont la nécessité s'était fait sentir lors des dernières commissions, qui révélèrent la difficulté de s'exprimer librement dans une assemblée regroupant une vingtaine de structures.

Lors de 3 ateliers thématiques simultanés (agriculture, projets dans le plateau Dogon et problématiques de protection du patrimoine), les porteurs de projets ont pu exposer en petit groupe leurs actions et en débattre.

Les conclusions des 3 ateliers font ressortir des grandes thématiques d'action à retenir :

- la sensibilisation des populations aux enjeux des projets de développement,
- la formation des partenaires et élus locaux dans la conduite de projets de développement,
- l'identification, sur place, de relais et de personnes ressources susceptibles d'apporter des réponses aux questions que les porteurs de projets peuvent se poser ici,
- le rôle de Centraider dans cette identification doit être renforcé afin de devenir un réel outil.

Les échanges fructueux ont aussi permis de constater que les porteurs de projets ressentaient le besoin de poursuivre ce type de rencontres thématiques puisque chacun a une expérience qui peut répondre à la question d'un autre. Ce fut le cas sur la zone très concentrée du plateau Dogon.

Au travail, donc, pour mettre en place les demandes de la commission. Cela passera certainement par la vitalisation du site [www.centraider.eu](http://www.centraider.eu)...

> Contact : Sylvain Davila au 02 54 80 23 09



Tourisme solidaire en pays Dogon

## COMMISSION MALI

### Réunion du 3 juin 2009

Cette première plénière, animée par Chantal Millo, administratrice de Centraider et membre du Cercle des Amis de Fana, a rassemblé plus de 40 participants venus élaborer un état des lieux de leurs activités au Mali ! Les échanges ont été nourris et courts. Plusieurs sujets divers et variés ont été abordés. Comment identifier les besoins de ses partenaires ? Comment communiquer avec eux, surtout lorsque ceux-ci se situent en zone rurale ? Comment les maliens perçoivent-ils leurs partenaires français ?

D'autres échanges ont eut lieu, portant sur des actions à mener en France, ou sur les méthodes de recherche de financement.

Sur tous ces sujets, une forte volonté de s'organiser et de mutualiser les expériences est apparue. Fort de ce dynamisme, plusieurs événements ont été programmés :

- À l'horizon 2010, la Commission invitera une troupe d'artistes maliens à se produire dans plusieurs lieux de la région Centre.
- Sur la base du volontariat, un petit groupe d'acteurs se réunira à la rentrée, afin de mutualiser les expériences terrain.

Cette réunion a connu un vif succès et ouvert de nombreuses pistes de travail. Le dynamisme et la volonté des acteurs de la région Centre permettront, à n'en pas douter, de mener à bien ces futurs chantiers...

> Contact : Romain Latapie au 02 54 80 23 09

## Adhérez à CENTRAIDER

### Prix des cotisations :

Associations locales (non affiliées)	
et comités de jumelage .....	20 €
Associations affiliées .....	40 €
Etablissements publics .....	20 €
Réseaux départementaux .....	40 €
Collectivités locales .....	8 €
par tranche de 1000 habitants (plafonné à 456 €)	
Conseils généraux .....	1000 €